

POUR UNE APPROCHE SOCIOLOGIQUE DES GUERRES CIVILES

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « [Revue française de science politique](#) »

2017/2 Vol. 67 | pages 309 à 327

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724635102

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2017-2-page-309.htm>

Pour citer cet article :

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique* 2017/2 (Vol. 67), p. 309-327.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

POUR UNE APPROCHE SOCIOLOGIQUE DES GUERRES CIVILES

Adam Baczko et Gilles Dorronsoro

Chaque année, les guerres civiles provoquent plusieurs centaines de milliers de morts, beaucoup plus de blessés, et des destructions massives. De plus, les déplacements de population constituent une conséquence automatique de ces conflits qui ont un impact direct sur les équilibres régionaux. Enfin, au coût immédiat de plusieurs trillions d'euros (destructions, réfugiés, aide d'urgence, interventions extérieures), il faut ajouter des coûts indirects – ruptures écologiques, destruction de sites historiques, urbanisation anarchique, transformation des structures foncières – qui bornent l'horizon des sociétés pour les décennies à venir, bien au-delà de la fin du conflit lui-même.

Bien que situées dans des zones perçues comme marginales, les guerres civiles engagent, autant que les principes fondateurs de l'ordre international, l'organisation interne de nos sociétés. En effet, les guerres civiles sont, comme les marges sociales, des laboratoires de nouvelles technologies politiques potentiellement généralisables¹. En ce sens, ces situations – sans être les préfigurations d'un futur commun – annoncent ou accélèrent des tendances globales (surveillance électronique, privatisation des fonctions régaliennes, approche sécuritaire des questions sociales). Enfin, par le biais des diasporas, des engagements individuels et des médias, ces guerres participent à la redéfinition et à la radicalisation des clivages identitaires. Par exemple, le rejet montant de l'islam dans les pays occidentaux ou les conflits entre chiïtes et sunnites au Moyen-Orient sont, en partie, la conséquence des guerres civiles.

Les similitudes structurelles des guerres civiles contemporaines suggèrent la possibilité d'un modèle théorique fondé sur une approche comparative. Celui-ci serait potentiellement une contribution intéressante à la sociologie générale, car la rupture violente – en débanalisant le quotidien – rend visible, *a contrario*, ce qui fonde l'ordre social. Lors de la dissolution de la Yougoslavie, Pierre Bourdieu remarquait que les guerres civiles sont des moments de dévoilement de « ce qui est implicite dans la fonction d'un État et qui va de soi »². Cependant, comme certains auteurs l'ont remarqué³, les sciences sociales peinent à appréhender ces situations extrêmes et le paradigme dominant, qu'on qualifiera de néopositiviste, se révèle inadapté en ce qu'il ne permet pas de poser les questions les plus intéressantes. Après une

1. Tracy Tullis, « A Vietnam at Home : Policing the Ghettos in an Era of Counter-Insurgency », New York, New York University, 1999 ; Peter Kraska, *Militarizing the American Criminal Justice System. The Changing Roles of the Armed Forces and the Police*, Boston, Northeastern University Press, 2001.

2. Pierre Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Seuil, 2012, p. 566-567.

3. Hans Joas, *War and Modernity. Studies and the History of Violence in the 20th Century*, Cambridge, Polity Press, 2003 ; Hans Joas, Wolfgang Knebel, *War and Social Thought. Hobbes to the Present*, Princeton, Princeton University Press, 2013.

critique des théories néopositivistes, nous proposons une nouvelle définition des guerres civiles comme la coexistence sur un même territoire national de différents ordres sociaux entretenant une relation violente. Différentes questions forment ensuite les linéaments d'un programme de recherche¹ : la variation de la valeur des capitaux, le gouvernement des populations et les transformations des dispositions individuelles.

Les apories du néopositivisme

Depuis les années 1990, les travaux de science politique et d'économie se sont multipliés pour rendre compte de l'émergence et des dynamiques des guerres civiles à partir de formalisations mathématiques associées à des études quantitatives. Un champ de recherches s'est ainsi structuré autour de quelques centres universitaires (Stanford University, Yale University, Massachusetts Institute of Technology, Harvard University, Peace Research Institute Oslo, Oxford University, ETH Zurich). Ceux-ci partagent un paradigme néopositiviste caractérisé par une prédilection pour la théorie du choix rationnel (TCR), la naturalisation des objets de recherche, une limitation des objets étudiés en fonction de leur mesurabilité statistique et une fermeture épistémique qui se traduit par le refus de considérer les autres paradigmes comme scientifiques². Ce retour au positivisme indique une régression théorique dans les sciences sociales. Au-delà des discussions sur des aspects techniques de la collecte des données ou leur traitement mathématique, il est aujourd'hui indispensable d'engager une véritable critique de ce courant. En effet, la trivialité des résultats publiés – malgré une formalisation mathématique de plus en plus poussée – et la répétitivité des sujets abordés amènent à interroger le néopositivisme à trois niveaux : la conception de la rationalité, la méthodologie et la sélection des objets.

L'épuisement de la TCR

En adoptant la TCR, les travaux néopositivistes se construisent sur une rupture théorique dont la radicalité a plusieurs conséquences. D'abord, ce courant rejette explicitement l'héritage d'un siècle de recherches en sciences sociales au prétexte que ces travaux ne correspondent pas à leurs critères de scientificité. Le rejet de cet héritage intellectuel a créé les conditions d'une véritable amnésie professionnelle, qui se traduit par la tendance à réinventer des concepts, comme le montrent certains travaux récents sur le transnationalisme et la socialisation³. Ensuite, on peut publier dans des revues prestigieuses de sciences sociales des études sur les guerres civiles avec une connaissance directe limitée, voire inexistante du terrain et même de la littérature secondaire en histoire ou en sociologie sur les pays concernés. Les jeunes chercheurs sont d'ailleurs explicitement découragés d'entreprendre la collecte de données par l'observation et les entretiens non directifs. En conséquence, faute de connaître les contextes, les néopositivistes sont souvent incapables de proposer des causalités sociologiquement pertinentes pour expliquer les corrélations constatées. *L'American Political Science*

1. Pour une première application de ce programme de recherches, cf. Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, Paris CNRS Éditions, 2016.

2. La TCR n'implique pas nécessairement un traitement quantitatif des données et les techniques quantitatives ne sont pas l'apanage d'un paradigme particulier. Le néopositivisme doit être compris comme la convergence du paradigme de la TCR et des techniques quantitatives, ce qui a pour effet de favoriser la naturalisation des objets de recherche.

3. Jeffrey Checkel, *Transnational Dynamics of Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, et « Socialization and Violence : A Framework Essay », *Simons Papers in Security and Development*, 48, 2015.

Review en a récemment offert un exemple avec une étude désastreuse sur la ligne de démarcation durant l'Occupation en France, les auteurs ayant ignoré la présence d'une ligne de chemin de fer, qui était la raison des actions de sabotage de la Résistance¹. Au-delà d'un article problématique, la question plus générale est celle de l'absence d'évaluateur historien dans le processus d'acceptation de l'article, qui a conduit à retenir un texte sur la base de la validité formelle de la méthodologie utilisée.

Ensuite, la fermeture épistémique du courant néopositiviste a pour effet de protéger ses résultats de toute critique de fond. Le modèle anthropologique de prédilection des néopositivistes, la TCR, souffre pourtant d'un défaut de conception depuis longtemps mis en évidence, notamment par Donald Green et Ian Shapiro aux États-Unis ou Raymond Boudon en France². Les néopositivistes ont fermé la discussion en contestant la validité des critiques qui n'acceptent pas leurs prémisses, au risque d'apparaître comme particulièrement sectaires. Ainsi, en 1996, Robert Bates, professeur de science politique à Harvard et président de la section Comparative Politics de l'APSA (American Political Science Association), appelle à faire une distinction entre les « *social scientists* », qui s'inscrivent dans la TCR et les « *area specialists* », dont la production est ramenée à une forme littéraire³. Pour ce qui est des guerres civiles, les critiques contre la TCR sont récurrentes depuis la fin des années 1990. À cet égard, le débat avidité (*greed*) contre grief (*grievance*), né des études de Paul Collier et Anka Hoefler et James Fearon et David Laitin, est exemplaire de cette fermeture épistémique⁴. Malgré les critiques théoriques et empiriques dont ces travaux ont été l'objet⁵, ces catégories sont régulièrement reprises, notamment par Jeremy Weinstein qui oppose rébellions prédatrices (orientées vers le *greed*) et rebellions politiquement engagées (qui mobilisent des *grievances*)⁶. De même, la plupart des analyses proposées pour expliquer l'occurrence et la durée des guerres civiles utilisent à leur suite soit des seuils de pauvreté ou de développement institutionnel, soit des inégalités entre individus ou entre groupes⁷.

Enfin, et ce point est probablement décisif, les progrès apportés à la compréhension des guerres civiles par les recherches utilisant le paradigme de la TCR sont remarquablement

1. Jeremy Ferwerda, Nicholas L. Miller, « Political Devolution and Resistance to Foreign Rule: A Natural Experiment », *American Political Science Review*, 108 (3), août 2004, p. 642-660. Une critique détaillée a été menée par Matthew Kocher et Nuno Monteiro, mettant en évidence les nombreux problèmes posés par cet article (Matthew Kocher, Nuno Monteiro, « What's in a Line? Natural Experiments and the Line of Demarcation in WWII Occupied France », *SSRN*, 26 juillet 2015, <<http://ssrn.com/abstract=2555716>>).
2. Raymond Boudon, *Raison, bonnes raisons*, Paris, PUF, 2003 ; Donald P. Green, Ian Shapiro, *Pathologies of Rational Choice Theory. A Critique of Applications in Political Science*, New Haven, Yale University Press, 1994.
3. Robert Bates, « Letter from the President: Area Studies and the Discipline », *APSA-CP. Newsletter of the APSA Organized Section in Comparative Politics*, 7 (1), 1996, p. 1-2.
4. Paul Collier, Anka Hoefler, « On the Economic Causes of Civil War », *Oxford Economic Papers*, 50, 1998, p. 563-573 ; James Fearon, David Laitin, « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review*, 97 (1), 2003, p. 75-90.
5. Christopher Cramer, « Homo Economicus Goes to War: Methodological Individualism, Rational Choice and the Political Economy of War », *World Development*, 30 (11), 2002, p. 1845-1864 ; Roland Marchal, Christine Messiant, « De l'avidité des rebelles : l'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique internationale*, 16, 2002, p. 58-69 ; Mike McGovern, « Popular Development Economics: An Anthropologist Among the Mandarins », *Perspectives on Politics*, 9 (2), 2011, p. 345-355.
6. Jeremy Weinstein, *Inside Rebellion. The Politics of Insurgent Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
7. Pour une approche à partir des seuils, cf. Douglass C. North, John J. Wallis, Barry R. Weingast, *Violence and Social Orders. A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 ; Sylvain Chassang, Gerard Padro i Miquel, « Economic Shocks and Civil War », *Quarterly Journal of Political Science*, 4 (3), 2009, p. 211-228 ; Daron Acemoglu, Davide Ticchi, Andrea Vindigni, « Persistence of Civil Wars », *Journal of the European Economic Association*, 8, 2010, p. 664-676. Pour une approche

limités, surtout si l'on considère l'ampleur des moyens mis en œuvre¹. En particulier, la théorie des jeux n'a que très marginalement contribué à éclaircir la réalité des conflits. Barbara Walter, en appliquant la théorie des jeux aux guerres civiles, reprend les trois facteurs déjà proposés par James Fearon dans son article de 1995 sur l'occurrence des conflits internationaux : l'asymétrie d'information, la difficulté à garantir les accords, le problème des biens indivisibles². Elle en conclut que les gouvernements confrontés à des mouvements séparatistes emploient la violence pour éviter d'autres revendications sécessionnistes. Cette conclusion – dont l'intérêt scientifique est limité – est surtout improuvable à partir des données soumises. En effet, l'auteure extrapole les stratégies des États à partir de l'observation en laboratoire des comportements individuels sans s'interroger sur ce saut logique³. Les recherches fondées sur un travail empirique plus rigoureux – par exemple, ceux de Jeremy Weinstein, Stathis Kalyvas et Elisabeth Wood – présentent également des limites. Dans son livre classique, S. Kalyvas examine la distribution spatiale de la violence dans les guerres civiles comme une fonction du degré de contrôle à l'échelle micro des protagonistes armés⁴. Sa théorie d'une production conjointe de la violence sélective par les combattants et les civils repose sur un réductionnisme radical dérivé de ses hypothèses sur la rationalité. Notamment du fait de son « *urge to survive* », l'individu est supposé avoir la faculté de calculer les coûts et les opportunités sans être affecté par des émotions et par son passé et sans capacité à anticiper⁵. S. Kalyvas perçoit bien que ces hypothèses sont extrêmement restrictives, mais suggère, à partir de quelques exemples, que les civils surestiment la stabilité du contrôle des groupes armés et qu'ils prennent leurs décisions essentiellement en fonction d'informations et d'événements locaux⁶. Il en découle que la violence produit de l'obéissance chez ceux qui la subissent. Or, de nombreux exemples montrent au contraire des résistances face à la violence, la porosité entre civils et militaires, l'importance des pratiques de gouvernement des acteurs armés, une capacité d'anticipation ou l'importance des informations nationales ou internationales⁷. En réalité, toute prise en compte du contexte sociohistorique implique le renoncement à la TCR. Ainsi Elisabeth Wood montre-t-elle qu'au Salvador, la mobilisation de long terme des paysans dans le mouvement armé ne dépend pas de la situation économique mais de la culture politique produite dans et par la lutte. Incapable de dépasser le paradoxe olsonien en restant à l'intérieur du paradigme de la TCR, elle est amenée à mobiliser la théorie des mouvements sociaux. Elle retrouve ainsi, sur un cas précis, les résultats de

fondée sur la frustration relative et les inégalités comme facteur polarisant, cf. Lars-Erik Cederman, Kristian Skrede Gleditsch, Halvard Buhaug, *Inequalities, Grievances and Civil Wars*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013 ; Joan Esteban, Gerald Schneider, « Polarization and Conflict : Theoretical and Empirical Issues », *Journal of Peace Resolution*, 45 (2), 2008, p. 187-216.

- Des remarques similaires ont été faites dans le passé concernant le vote et la sécurité internationale. Cf. respectivement Raymond Wolfinger, « The Rational Citizen Faces Election Day, or What Rational Choice Theories Don't Tell You about American Elections », dans M. Kent Jennings, Thomas E. Mann (eds), *Elections at Home and Abroad. Essays in Honor of Warren E. Miller*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1993, p. 71-91 ; Stephen Walt, « Rigor or Rigor Mortis : Rational Choice and Security Studies », *International Security*, 23 (4), 1999, p. 5-48.
- Barbara Walter, « Bargaining Failures and Civil War », *Annual Review of Political Science*, 12, 2009, p. 243-261 ; James Fearon, « Rationalist Explanations for War », *International Organization* 49 (3), 1995, p. 379-414.
- Barbara Walter, *Reputation and Civil War. Why Separatists Conflicts Are So Violent*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- Stathis N. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- S. N. Kalyvas, *ibid.*, p. 207.
- S. N. Kalyvas, *ibid.*, p. 207-208.
- S. N. Kalyvas, *ibid.*, p. 27-28 et 91-104. Pour des cas de résistance face à un adversaire beaucoup plus fort, cf. pour l'Afghanistan, Gilles Dorronsoro, *Revolution Unending. Afghanistan, 1979 to the Present*, New York, Columbia University Press, 2005 ; pour l'Abkhazie, Anastasia Shesterina, « Collective Threat Framing and Mobilization in Civil War », *American Political Science Review*, 110 (3), 2016, p. 411-427.

Sydney Tarrow, Doug McAdam et Charles Tilly¹. La tentative de revenir à la TCR dans le modèle formel en annexe oblige à une définition non opérationnalisable de l'intérêt personnel : « *defiance, an intrinsic motivation, and/or pleasure in agency* »².

L'obsession de la quantification

L'inscription dans le paradigme de la TCR a favorisé une focalisation excessive sur la mesurabilité, confondue à tort avec la scientificité. Les recherches néopositivistes sur les guerres civiles se sont structurées à partir des années 1990 autour de techniques quantitatives dont la maîtrise constitue une condition de légitimité dans le champ. Alors que, dans les années 1980, les travaux des historiens et sociologues (Theda Skocpol, Charles Tilly, Barrington Moore) inspiraient les interprétations des guerres civiles, des économistes et des politistes changent la nature du débat en modélisant des données quantitatives sous une forme mathématique, étendant ainsi le champ d'application du paradigme néopositiviste³. Depuis lors, le corpus de travaux considérés comme pertinents est radicalement réduit et des choix théoriques déterminants sont dissimulés sous des questions méthodologiques. L'utilisation systématique de données quantifiées, de formalisations mathématiques et de statistiques dissimule pourtant de sérieux problèmes méthodologiques.

En effet, loin de l'image d'un progrès scientifique rendu cumulatif par une construction rigoureuse des données, la réalité est beaucoup plus décevante. Au milieu des années 2000, la plupart des recherches s'appuient sur la même base de données américaines commencée dès 1963, régulièrement actualisée, mais à partir des mêmes options méthodologiques :

« *Currently, about a dozen research projects have produced civil war lists based on apparently divergent definitions of civil war, but there is less pluralism here than one might think. Most projects do not conduct original historical research and depend heavily on COW [Correlates of War]. The result may be replication of errors due to the original COW coding rules and uncertainty about whether different definitions generate different results* ».⁴

Le projet COW a une importance décisive, car il impose des définitions, des seuils et des critères repris dans toutes les recherches des décennies suivantes. Par la suite, confrontés au caractère répétitif des résultats, certains chercheurs se sont concentrés sur la production de bases de données alternatives (PRIO/UPCD dataset) et sur l'accès à des bases de données d'agences internationales (Banque mondiale) ou nationales (armée américaine). Les innovations méthodologiques, notamment l'usage du sondage dans les zones de guerre (*survey*), les expériences psychologiques en milieu naturel (*field experiment*) et la production de séries historiques (*process tracing*) ont ensuite largement monopolisé le débat⁵.

1. Elisabeth Wood, *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 20. Par ailleurs, Sydney Tarrow, dans son compte rendu de l'ouvrage, rappelle que « *Wood is not the first to argue that political culture matters, or that the attribution of injustice is necessary to produce collective action* », citant notamment les travaux classiques de E. P. Thompson, Barrington Moore Jr. et David Snow (Sydney Tarrow, « *Inside Insurgencies: Politics and Violence in an Age of Civil War* », *Perspective on Politics*, 5 (3), 2007, p. 587-600, dont p. 593).

2. E. Wood, *Insurgent Collective Action...*, *op. cit.*, p. 267.

3. P. Collier, A. Hoeffler, « *On the Economic Causes of Civil War* », art. cité ; J. Fearon, D. Laitin, « *Ethnicity, Insurgency, and Civil War* », art. cité.

4. Nicholas Sambanis, « *What is Civil War* », *Journal of Conflict Resolution*, 48 (6), 2004, p. 814-858.

5. Sur ces méthodologies, cf. notamment James Druckman, Donald Green, James Kuklinski, Arthur Lupia (eds), *Cambridge Handbook of Experimental Political Science*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011 ; Macartan Humphreys, Jeremy M. Weinstein, « *Field Experiments and the Political Economy of Development* », *Annual*

Dans l'ensemble, ces études posent de nombreux problèmes dans la sélection des données et la définition des catégories. D'abord, au fondement de la constitution de ces corpus, on trouve des définitions empiristes – par construction, antiscientifiques – de la guerre civile par l'établissement de seuils (25 ou 1 000 morts). Or, seules des hypothèses théoriques devraient permettre de définir les situations empiriques à retenir, en fonction d'une question pertinente s'inscrivant dans un programme de recherche. Ensuite, les « variables » sont définies de manière simpliste. La notion d'identité, souvent réduite à celle d'ethnie, est rapportée à des critères fixes et objectifs d'appartenance en dépit des travaux qui montrent le contraire depuis des décennies¹. Enfin, des données quantitatives mal construites peuvent mener à des conclusions contradictoires en fonction des variables dépendantes et indépendantes choisies. Ainsi, les travaux quantitatifs ont démontré une corrélation à la fois entre guerre civile et rareté des ressources naturelles, d'une part, et entre guerre civile et abondance des ressources naturelles, d'autre part².

Par ailleurs, l'obsession de la mesurabilité et de l'innovation méthodologique amène à des collectes de données de plus en plus problématiques. D'abord, si les approches qualitatives ne sont pas totalement absentes, elles restent minoritaires, à valeur illustrative et, en réalité, largement illégitimes. Ainsi, Paul Collier, Anke Hoeffler et Stathis Kalyvas insistent de façon récurrente sur l'impossibilité d'une démarche compréhensive car les discours ne seraient pas fiables, les acteurs pouvant dissimuler, volontairement ou non, leurs « véritables » motifs³. Les bases de données ne résolvent pas ce problème : les faits retenus sont socialement construits, ce qui demande, contrairement à la pratique des néopositivistes, un travail critique sur leur production⁴. Les catégories du codage sont ainsi rarement explicitées, ce qui amène à passer sous silence les options théoriques et, parfois, normatives des auteurs, alors que par ailleurs, le travail concret de codage est généralement effectué par des étudiants ou des sous-traitants. Les spécialistes de certains conflits ont d'ailleurs sérieusement mis en question la validité des données quantitatives recueillies sur leur terrain⁵. Les néopositivistes rejettent en réalité les analyses des chercheurs expérimentés au profit de données produites par des journalistes, des institutions gouvernementales, etc. Le problème le plus grave paraît être que nombre d'entretiens (directifs ou semi-directifs) ne sont pas faits par les chercheurs eux-mêmes, mais sous-traités à des enquêteurs locaux ou à des entreprises privées qui utilisent un personnel local peu ou non formé dans des conditions telles qu'il est impossible de vérifier la qualité du travail de collecte. Enfin, une partie significative des études s'appuie sur des bases de données produites par de grandes institutions nationales et internationales

Review of Political Science, 12, 2009, p. 367-378 ; Andrew Bennett, Jeffrey T. Checkel (eds), *Process Tracing. From Metaphor to Analytic Tool*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

1. Cf., par exemple, la base de données *Minority at Risk* et *All Minorities at Risk*. Pour une critique de telles visions statiques de l'identité, voir Rogers Brubaker, Frederick Cooper, « Beyond "Identity" », *Theory and Society*, 29 (1), 2000, p. 1-47.
2. Stormy-Annika Mildner, Gitta Lauster, Wiebke Wodni, « Scarcity and Abundance Revisited : A Literature Review on Natural Resources and Conflict », *International Journal of Conflict and Violence*, 5 (1), 2011, p. 155-172.
3. Paul Collier, Anke Hoeffler, *Greed and Grievance in Civil War*, The World Bank Policy Research Working Paper 2355, 2000 ; S. N. Kalyvas, « The Logic of Violence in Civil War », art. cité.
4. Yoshiko Herrera, Devesh Kapur, « Improving Data Quality : Actors, Incentives, and Capabilities », *Political Analysis*, 15 (4), 2007, p. 365-386 ; Christian Davenport, Patrick Ball, « Views to a Kill : Exploring the Implications of Source Selection in the Case of Guatemalan State Terror, 1977-1995 », *The Journal of Conflict Resolution*, 46 (3), 2002, p. 427-450.
5. R. Marchal, C. Messiant, « De l'avidité des rebelles... », art. cité ; Ibrahim Abdullah, « Man Does Not Live by Bread Alone », *African Review of Books*, 2 (1), 2006, p. 12-13. Il en va de même en Afghanistan et en Irak, où les conditions de collecte des données manquent particulièrement de rigueur.

dont la rigueur de la présentation mathématique dissimule les biais bureaucratiques et idéologiques. Ces dernières années, un des exemples les plus frappants est l'utilisation des données internes de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan par des chercheurs de Yale autour de Jason Lyall, de Princeton autour de Jacob N. Shapiro et d'U. C. San Diego autour d'Eli Berman. Ces données, dont les modalités de production ne sont d'ailleurs pas précisées, ne sont pas confrontées avec d'autres sources, ce qui interdit la mise en évidence d'éventuels biais. Dans la même veine, les travaux d'Andrew Beath, Fotini Christia et Ruben Enikopolov, respectivement employé et consultants de la Banque mondiale, utilisent exclusivement le rapport d'évaluation d'un programme de développement rural pour décrire les transformations de la société afghane¹.

Une réduction arbitraire des objets légitimes

Une méthodologie faussement rigoureuse et une conception problématique de la rationalité s'accompagnent d'une naturalisation des objets de recherche et une réduction arbitraire des sujets légitimes. De façon générale, les néopositivistes utilisent des catégories objectives pour décrire des actions. Ainsi, les actes de violences sont souvent appréhendés à travers la catégorie plus aisément mesurable d'homicides, excluant d'autres formes comme les blessures et loin des difficultés que pose la qualification sociale de ces actes. En faisant l'impasse sur la production des catégories sociales, les néopositivistes se condamnent à reprendre les classifications produites par les institutions internationales et occidentales. À cet égard, la littérature sur les réfugiés est particulièrement révélatrice, puisque les statistiques – et donc les définitions – des agences internationales (Haut-Commissariat aux réfugiés, Organisation internationale pour les migrations) sont reprises sans examen². De même, la distinction entre civil et combattant est une réification des catégories du droit international. En pratique, un homme se bat une partie seulement de la journée, une personne loge un combattant, un juge est au service de l'insurrection : sont-ils civils dans un contexte de guerre civile ? Paradoxalement, ces questions ignorées des néopositivistes n'échappent pas aux acteurs, ainsi le mouvement Taliban et le bureau des droits de l'Homme de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) ont des discussions récurrentes sur le statut non combattant des policiers. Ici aussi, l'adoption sans critique de catégories entraîne un biais normatif dans le sens des institutions qui les produisent.

Les objets de recherche légitimes sont retenus en fonction de la possible quantification et coproduits avec les institutions qui fournissent les données. Ainsi, les travaux sur l'occurrence de morts violentes de civils et le degré de contrôle du territoire se sont multipliés à la suite de l'ouvrage de Stathis Kalyvas du fait de leur mesurabilité plus que leur intérêt intrinsèque. De même, la formation des groupes armés est réduite à un questionnement sur la cohésion et le processus d'engagement à une simple décision³. L'accès aux bases de données

1. Cf. Andrew Beath, Fotini Christia, Ruben Enikopolov, « Empowering Women Through Development Aid: Evidence from a Field Experiment in Afghanistan », *American Political Science Review*, 107 (3), 2013, p. 540-557. Le rapport final de leur audit est disponible ici : <<http://www.nsp-ie.org/reports/finalreport.pdf>>. Pour une perspective plus distanciée sur ce programme de la Banque mondiale, cf. Alessandro Monsutti, « Fuzzy Sovereignty: Rural Reconstruction in Afghanistan, Between Democracy Promotion and Power Games », *Comparative Studies in Society and History*, 54 (3), 2012, p. 563-591.

2. Pour une critique de la notion de réfugiés, cf. Anthony Richmond, « Sociological Theories of International Migrations: The Case of Refugees », *Current Sociology*, 36 (2), 1988, p. 7-26.

3. Paul Staniland, *Networks of Rebellion. Explaining Insurgent Cohesion and Collapse*, Ithaca, Cornell University Press, 2014 ; Ana Arjona, Stathis N. Kalyvas, « Recruitment into Armed Groups in Colombia: A Survey of Demobilized Fighters », dans Yvan Guichaoua (ed.), *Understanding Collective Political Violence. Conflict, Inequality*

institutionnelles (Banque mondiale, armée américaine) supposent le plus souvent une co-définition de l'objet de la recherche¹. Trop de publications posent des questions directement inspirées par ces institutions : les effets des bombardements aériens sur le soutien de la population à l'intervention occidentale en Afghanistan et le rôle des téléphones portables dans les attaques de l'insurrection en Irak – deux études financées par l'US Air Force². De même, les conclusions d'Andrew Beath, Fotini Christia et Ruben Enikopolov – impliquer les femmes dans la distribution de l'aide affecte partiellement leur position sociale ; contourner les élites locales dans la distribution de l'aide donne aux villageois un sentiment de participer sans accroître l'efficacité ; la distribution d'aide ne permet de gagner « les cœurs et les esprits » que dans les endroits où la violence est faible et seulement à court terme – sont celles d'un audit d'un programme de la Banque mondiale³. En dehors des questions éthiques que peut poser une participation *de facto* à des programmes de contre-insurrection, cet alignement sur des objectifs institutionnels décourage les discussions théoriques au profit d'une approche normative et technicienne.

Finalement, ces travaux laissent l'impression que les énigmes sociologiques les plus intéressantes sont systématiquement ignorées au profit d'objets dont l'intérêt essentiel est d'être quantifiable. Les émotions et les valeurs sont traitées à la marge et à partir de cadres analytiques inadaptés. Ainsi, S. Kalyvas et B. Walter renvoient les normes et les émotions aux erreurs de prédiction de leurs modèles⁴. Roger Petersen souligne l'importance des émotions et des normes sociales, mais ignore leur construction sociale et les réduit à leurs conséquences mesurables, ce qui limite la pertinence de l'observation initiale⁵. Par ailleurs, un des manques des travaux néopositivistes est le refus de s'intéresser aux idéologies, aux mises en récit et à l'imaginaire. Ainsi, les articles et ouvrages centraux du champ font l'impasse sur ces questions, comme si on pouvait rendre compte des actions du PKK (Partiya Karkerên Kurdistan), de l'État islamique et de la Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) sans prendre en compte leur univers de sens. Il faut attendre 2014 pour que soit publié un article où il est expliqué, en termes très généraux, que les idées et l'idéologie jouent un rôle dans les guerres civiles⁶. Tout indique l'épuisement d'un paradigme : un sous-champ de plus en plus technicien, des

and Ethnicity, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011, p. 143-171 ; Eli Berman, Michael Callen, Joseph H. Felter, Jacob N. Shapiro, « Do Working Men Rebel ? Insurgency and Unemployment in Afghanistan, Iraq, and the Philippines », *Journal of Conflict Resolution*, 55 (4), 2011, p. 496-528 ; Macartan Humphreys, Jeremy Weinstein, « Who Fights ? The Determinants of Participation in Civil War », *American Journal of Political Science*, 52 (2), 2008, p. 436-455.

1. Les biais de l'armée américaine sont évidents, en particulier le fait que les rapports sont des artefacts bureaucratiques destinés à la hiérarchie. Pour une analyse des biais de la Banque mondiale, cf. Béatrice Hibou, « The Political Economy of the World Bank's Discourse : From Economic Catechism to Missionary Deeds (and Misdeeds) », *Études du CERI*, 39, 2000.

2. Jason Lyall, Graeme Blair, Kosuke Imai, « Explaining Support for Combatants during Wartime : A Survey Experiment in Afghanistan », *American Political Science Review*, 107 (4), 2013, p. 679-705 ; Jacob Shapiro, Nils Weidmann, « Is the Phone Mightier Than the Sword ? Cellphones and Insurgent Violence in Iraq », *International Organization*, 69 (2), 2015, p. 247-274.

3. A. Beath *et al.*, « Empowering Women... », art. cité ; Andrew Beath, Fotini Christia, Ruben Enikopolov, « Direct Democracy and Resource Allocation : Experimental Evidence from Afghanistan », *Policy Research Working Papers*, 6133, 2012, et « Winning Hearts and Minds through Development : Evidence from a Field Experiment in Afghanistan » *Policy Research Working Papers*, 6129, 2012.

4. S. Kalyvas, *The Logic of Violence...*, *op. cit.*, p. 302 ; B. Walter, « Bargaining Failures... », art. cité, p. 133-134.

5. Roger Petersen, *Understanding Ethnic Violence. Fear, Hatred, Resentment in Twentieth Century Eastern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

6. Francisco Gutiérrez Sanín, Elisabeth Wood, « Ideology in Civil War : Instrumental Adoption and Beyond », *Journal of Peace Research*, 51 (2), 2014, p. 213-226.

apports rares à la sociologie générale, l'absence de renouvellement des hypothèses et, *last but not least*, des résultats répétitifs et souvent triviaux.

Qu'est-ce qu'une guerre civile ?

Les apories du néopositivisme dessinent en creux les réorientations nécessaires de la recherche, en particulier l'importance d'une approche capable de prendre en compte la guerre civile comme fait social total, mobilisant à la fois une approche constructiviste des relations internationales et les apports de la sociologie de l'État. Pour construire une définition théorique qui permette un travail comparatif sur les guerres civiles contemporaines, nous partons d'une analyse de l'État en relation avec le système international.

Monopole ou économie de la violence ?

Les définitions les plus fréquentes de la guerre civile reposent, explicitement ou non, sur une conception wébérienne de l'État comme détenteur du monopole de la violence légitime sur un territoire¹. La guerre civile serait donc la perte de ce monopole à la suite d'une contestation violente, débouchant sur une situation de souveraineté divisée. Cette définition – sans nier son intérêt heuristique – repose sur une conception de l'État qui peut dissimuler la complexité des objets ainsi subsumés. Nous proposons d'introduire une conceptualisation alternative à partir du concept d'économie de la violence, défini par l'organisation relativement stable des interactions (compétition, coopération, délégation) entre acteurs pouvant user de la violence ou de sa menace. Ces acteurs sont de nature différente (individus, clans, organisations criminelles, institutions étatiques, milices) et se rencontrent autour d'enjeux sociaux, économiques, politiques. L'économie de la violence telle que nous l'entendons ne suppose pas une rationalité économique des acteurs et, par ailleurs, rien n'assure que cet ordre social soit fonctionnel ou légitime². Cette définition s'écarte de l'approche wébérienne sur trois points : la légitimité, le monopole et le rôle de l'international.

D'abord, cette définition ne suppose pas la légitimité de la violence étatique, qui est une impasse empirique et théorique³. En particulier, il est très complexe de savoir pourquoi les individus obéissent à l'État dans les situations routinières. Le travail empirique, généralement difficile dans les régimes autoritaires, ne permet que rarement de trancher entre différentes hypothèses (crainte de la répression, intériorisation de la domination, équilibre plus ou moins négocié entre l'État et des groupes sociaux). De plus, les situations de crise ne révèlent pas les « vraies » opinions des individus, car celles-ci ne sont pas stables⁴.

1. Max Weber, *Economy and Society. An Outline to Interpretative Sociology*, Berkeley, University of California Press, 1978. Pour une mise en perspective, cf. Catherine Colliot-Thélène, « La fin du monopole de la violence légitime ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 34 (1), 2003, p. 5-31. Pour une utilisation de Weber en ce sens, cf. Jean-Pierre Derriennic, *Les guerres civiles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

2. Cf. par exemple, Georges Balandier, *Le désordre. Éloge du mouvement*, Paris, Fayard, 1988.

3. On ne peut que suivre Charles Tilly quand il remarque que la légitimité de la violence n'est pas déterminante dans le fonctionnement du monopole étatique (Charles Tilly, « War-Making and State-Making as Organized Crime », dans Peter B. Evans, Dietrich Rueschmeyer, Theda Skocpol (eds), *Bringing the State Back in*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 169-191, dont p. 171).

4. Charles Kurzman, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Cambridge, Harvard University Press, 2005 ; Karl-Dieter Opp, Christiane Gern, Peter Voss, *Origins of a Spontaneous Revolution. East Germany, 1989*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996.

Deuxièmement, aucun État ne dispose d'un monopole de la violence. D'une part, certains États coexistent avec un niveau important de capital militaire privé¹ : tribus, marges sociales ou géographiques, vigilantisme, organisations criminelles². Dans certains pays, la tendance est même plutôt à un développement du capital militaire privé (Mexique et Amérique centrale). Certaines violences sont acceptées ou tolérées : par exemple, sur les femmes, sur les enfants, sur les populations marginales. De plus, l'État n'est jamais un acteur unitaire et les conflits entre institutions étatiques sont parfois loin d'être anecdotiques. Cependant, les institutions étatiques jouent un rôle central dans l'organisation de l'économie de la violence, notamment en cantonnant les acteurs dans un espace social, par exemple l'économie illégale ou une marge territoriale³. Ainsi, un projet en cours montre comment, dans les situations de haute violence au Mexique et en Amérique centrale, l'existence de règles informelles permet le maintien de routines sociales⁴. Les acteurs criminels qui contestent directement l'État central sont durement sanctionnés, par exemple le Cartel de Medellín en Colombie et la Cosa Nostra en Italie. Par ailleurs, un groupe armé peut utiliser la violence pour prendre le pouvoir ou comme instrument de négociation avec le régime en place. Dans le cas de la République démocratique du Congo (RDC) après 2003, les groupes armés intègrent régulièrement le système politique lors de négociations qui fonctionnent comme des sites de conversion du capital militaire en capital politique ou économique. L'affrontement suit une logique différente de la période précédente où l'enjeu était bien le renversement du régime. Plus largement, le cas de la RDC peut être compris comme une variation sur des cas historiques – notamment l'Empire ottoman – où la dissidence armée des marges ouvre le processus de négociation⁵.

Pour notre part, nous faisons le choix de nous limiter à des situations où l'économie de la violence existante est en jeu (prise du pouvoir ou sécession). Ce n'est donc pas le niveau de violence qui, pour nous, caractérise les guerres civiles – contrairement aux seuils définis dans les bases de données – mais la tentative d'instaurer une autre économie de la violence. Cela nous amène à deux remarques. D'une part, il s'agit d'acteurs politiques explicitement organisés comme tels, à la différence des pratiques plus informelles de résistance qui participent d'une économie de la violence⁶. D'autre part, l'inscription politique d'un mouvement ne doit pas laisser supposer une fixité des intentions et des objectifs. Les fins de ce dernier sont changeantes, parfois globales, parfois locales, le même mouvement pouvant transformer ses objectifs au cours du temps. Pour autant, il y a peu d'exemples de passages d'une logique politique à une logique économique (ou inversement), bien que certains cas (Sierra Leone, Libéria, RDC) semblent ambigus. La thèse de la criminalisation du politique – à différencier

1. Le capital militaire est défini par l'ensemble des ressources accumulées, notamment les compétences bureaucratiques et le financement, qui permettent d'exercer une violence organisée.

2. Cf. le numéro dirigé par Gilles Favarel-Garrigues et Laurent Gayer, « Justiciers hors-la-loi », *Politix*, 115, 2016.

3. Dans le cas du Mexique, voir Adèle Blazquez, « Négocier dans une marge criminalisée : l'application de la loi agraire de 1992 dans la sierra de Badiraguato (Sinaloa, Mexique) », *Cahiers des Amériques latines*, 81 (1), 2016, p. 73-91.

4. Cf. la page du projet « Armed Groups and Criminals Organizations : The Political Dimension of Violent Practices in Mexico and Central America », coordonné par Adèle Blazquez et Romain Le Cour Grandmaison, <<http://civilwars.eu/project/mxac/>>. Pour des cas similaires, cf. Laurent Gayer, *Karachi. Ordered Disorder and the Struggle for the City*, Londres, Hurst, 2014 ; Jean-François Bayart, Stephen Ellis, Béatrice Hibou, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexes, 1997.

5. Karen Barkey, *Bandits and Bureaucrats. The Ottoman Route to State Centralization*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.

6. Cf. James Scott, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990.

de l'utilisation par un mouvement de sources illégales de financement pour réaliser des objectifs politiques – renvoie plus à des discours idéologiques qu'à des recherches rigoureuses¹.

Troisièmement, la guerre civile est spontanément pensée comme un phénomène atemporel, une « guerre interne », d'où la juxtaposition fréquente dans la littérature d'exemples tirés de la guerre du Péloponnèse, de la guerre civile anglaise, de la guerre de Trente Ans, de celles du Vietnam ou de l'Irak. Max Weber décrit pourtant la formation de l'État comme un phénomène historique, ce qui devrait amener à s'interroger sur la validité d'une définition transhistorique de la guerre civile. Cependant, là où Weber conçoit la formation de l'État moderne comme une trajectoire individuelle, nous la pensons indissociable de l'émergence du système international. La guerre civile est donc un objet à historiciser en interrogeant ce qu'est l'État et le système international à une période donnée. Les enjeux et les dynamiques d'une guerre civile sont fonction du système international existant, d'où la difficulté à faire des comparaisons sur des périodes historiques trop longues. Les effets du système international peuvent être difficiles à démontrer directement sur un cas, mais ils se donnent à voir dans la régularité observable sur une série. En conséquence, les guerres civiles contemporaines ont des ressemblances structurelles qui sont indissociablement des effets du système international et de la nature de la souveraineté contemporaine. Il est donc prudent de limiter notre étude, au moins provisoirement, à un état particulier du système international caractérisé par la relation spécifique entre territoire et frontières internationales qui suit la vague de décolonisation.

Quels sont les caractères systémiques des guerres civiles contemporaines ? Premièrement, la guerre civile n'est pas un phénomène interne à un État. La quasi-totalité des mouvements armés disposent d'un sanctuaire dans un pays voisin, les réfugiés sont des produits universels de ces conflits et les acteurs extérieurs non militaires (organisations internationales, organisations non gouvernementales, entreprises privées) interviennent systématiquement. L'existence d'un sanctuaire, le rôle des organisations politiques transnationales, l'organisation des réfugiés jouent un rôle central dans la possibilité de survie d'un mouvement armé. Deuxièmement, les enjeux qui orientent les comportements des parties en lutte sont largement définis par le système international. En effet, les guerres civiles n'entraînent pas, sauf exception, une modification des frontières internationales ; l'annexion, rare, n'est pratiquement jamais reconnue internationalement ; les sécessions restent peu fréquentes². Depuis la fin de la décolonisation, les territoires sont plus stables que les États. En effet, contrairement au modèle éliasien, où le centre politique définit progressivement son emprise territoriale³, les frontières sont aujourd'hui largement stabilisées. De ce fait, l'État, même absent, s'impose comme enjeu central de la lutte, y compris pour des projets sécessionnistes. De façon beaucoup plus structurante que les ressources économiques, celles liées à la formation étatique sont déterminantes, notamment le contrôle de la capitale, de la monnaie, des douanes, la reconnaissance internationale, etc. Même si elles ont peu de chances d'aboutir, les dynamiques opposées, authentiquement transnationales (tel l'État islamique), sont d'autant plus intéressantes à analyser qu'elles permettent *a contrario* de comprendre la logique dominante⁴.

1. Pascal Chabal, Jean-Pascal Daloz, *Africa Works. Disorder as a Political Instrument*, Oxford, James Currey, 1999.
 2. Mark Zacher, « The Territorial Integrity Norm : International Boundaries and the Use of Force », *International Organization*, 55 (2), 2001, p. 215-250 ; Boaz Atzili, « When Good Fences Make Bad Neighbors : Fixed Borders, State Weakness, and International Conflict », *International Security*, 31 (3), 2006/2007, p. 139-173.
 3. Norbert Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Agora, 2003 (1^{re} éd. : 1939).
 4. A. Baczkó *et al.*, *Syrie...*, *op. cit.*, p. 245-276.

Ce jeu de contraintes et de ressources conditionne largement les interactions entre les acteurs en lutte pour l'État. Toute stabilisation des relations entre groupes armés ne peut être que temporaire, comme la survie d'un acteur à long terme implique le contrôle ou la neutralisation du centre politique, ce qui implique l'élimination ou l'intégration de ses concurrents. Les intérêts économiques des acteurs sont insuffisants pour créer les conditions d'un partage stable du territoire et de ses ressources, ce qui confirme les critiques soulevées contre les théories qui réduisent les guerres civiles à l'exploitation prédatrice par des acteurs violents qui évitent ou du moins minimisent les confrontations. Au contraire, l'anticipation d'une reconstruction à terme de l'État entraîne une intensification de la compétition violente autour du contrôle territorial, du contrôle des institutions étatiques et de la reconnaissance internationale. Le développement d'une bureaucratie apparaît comme un élément clé de cette lutte puisque la capacité à accumuler des ressources influe fortement sur la probabilité de survie d'un groupe armé.

Essai de définition

Hors du courant néopositiviste, que nous disent les sciences sociales sur ces situations de violence politique qui affectent en profondeur la fabrique sociale ? Face à la multiplication des guerres civiles dans les années 1990, des chercheurs ont été amenés – peut-être plus qu'avant – à étudier des sociétés en guerre. C'est notamment le cas d'anthropologues qui ont vu les conflits se dérouler sur leur terrain au Mozambique, au Sri Lanka, au Sierra Leone ou en Bosnie¹. Sociologues et politistes se sont efforcés de rendre compte des mutations de sociétés confrontées à la violence politique, notamment en Algérie, en Afghanistan, en République démocratique du Congo, en Bosnie ou en Angola². Il existe de nombreux travaux sur des aspects spécifiques des transformations des sociétés en guerres civiles, par exemple la socialisation, la violence, le foncier, les relations de genre, les organisations segmentaires et les migrations³. Cependant, la fertilité de ces approches ne doit pas dissimuler une difficulté à monter en généralité, car les cas ne sont pas mis en relation de façon systématique. Or, une comparaison méthodologiquement fondée ne résulte pas d'une mise en parallèle de cas, même nombreux, ou d'un emprunt théorique ponctuel, mais de leur discussion dans un cadre théorique général. À cet égard, les travaux de Georgi Derluigian, Klaus Schlichte et de Koen

1. Christian Geffray, *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990 ; Carolyn Nordstrom, *A Different Kind of War Story*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1997 ; Paul Richards, *Fighting for the Rain Forest. War, Youth and Resources in Sierra Leone*, Portsmouth, Heinemann, 1996 ; Ivana Macek, *Sarajevo Under Siege. Anthropology in Wartime*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2009.

2. Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996 ; Luis Martinez, *La guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, 1999 ; Koen Vlassenroot, Timothy Raymaekers, *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*, Gent, Academia Press, 2004 ; G. Dorronsoro, *Revolution Unending...*, *op. cit.* ; Teresa Koloma Beck, *The Normality of Civil War. Armed Groups and Everyday Life in Angola*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2012.

3. Cf. de manière non exhaustive : Carolyn Nordstrom, *Girls and Warzones. Troubling Questions*, Uppsala, Life and Peace Institute, 1997 ; Stephen C. Lubkemann, *Culture in Chaos. An Anthropology of the Social Condition in War*, Chicago, The University of Chicago Press, 2008 ; Christopher Cramer, Paul Richards, « Violence and War in Agrarian Perspective », *Journal of Agrarian Change*, 11 (3), 2011, p. 277-297 ; Marielle Debos, *Living by the Gun in Chad. Governing Africa's Inter-Wars*, Londres, Zed Books, 2016 ; Kee Koening, Dirk Kruijts (eds), *Societies of Fear. The Legacy of Civil War, Violence and Terror in Latin America*, Londres, Zed Books, 1999 ; Sverker Finnsström, *Living with Bad Surroundings. War, History and Everyday Moment in Northern Uganda*, Durham, Duke University Press, 2008 ; Henrik Vigh, *Navigating Terrains of War. Youth and Soldiering in Guinea-Bissau*, New York, Berghahn, 2006.

Vlassenroot marquent une avancée importante en ce qu'ils posent les bases d'une approche comparatiste¹.

Dans cette perspective, retravailler la conception bourdieusienne de l'État peut constituer une orientation théorique féconde. L'État peut en effet être compris comme l'instance principale qui définit la valeur relative des capitaux et les rapports entre champs². Son retrait entraîne donc la réévaluation de la valeur relative des capitaux, ce qui attire notre attention sur les institutions alternatives susceptibles de les garantir et sur la réorganisation de certains champs. Par exemple, le champ religieux peut se restructurer autour d'institutions transnationales ; les institutions liées à un groupe armé peuvent garantir (ou non) la valeur du capital économique et imposer un nouveau droit. Notons par ailleurs que les sociétés considérées peuvent être structurellement différentes des sociétés occidentales dans et pour lesquels ont été produit les concepts fondamentaux de la sociologie. Par exemple, la liste des capitaux (culturel, économique, social) que propose P. Bourdieu peut être élargie en ajoutant le capital identitaire³. Le poids relatif des capitaux – visible dans leur valeur de conversion – n'est pas identique d'une société à l'autre. De même, si la spécialisation des champs est pratiquement universelle (Niklas Luhmann, Anthony Giddens et Pierre Bourdieu), nous ne leur supposons pas un degré particulier d'indépendance vis-à-vis du reste de la société⁴. En particulier, le rôle transversal des institutions de sécurité et les rapports État-parti déterminent souvent le degré d'autonomie des champs dans les régimes non démocratiques. Dans les régimes communistes par exemple, le rôle du parti comme organisation omniprésente dans la société limite l'autonomie des champs (politique, économique, culturel, etc.). En Turquie à certains moments, le parti au pouvoir, confondu avec l'État, aboutit au même résultat⁵ ; en Syrie, les multiples services de sécurité avaient le même rôle⁶ ; en Libye, le régime de Kadhafi avait délibérément affaibli les institutions au point que la société libyenne fonctionnait largement de façon informelle⁷.

1. Georgi M. Derluguian, *Bourdieu's Secret Admirer in the Caucasus*, Chicago, The University of Chicago Press, 2005 ; Koen Vlassenroot, « Societal View on Violence and War : Conflict & Militia Formation in Eastern Congo », dans Preben Kaarsholm (ed.), *Violence, Political, Culture & Development in Africa*, Oxford, James Currey, 2006, p. 49-65 ; Klaus Schlichte, *The Shadow of Violence. The Politics of Armed Groups*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2009.

2. Nous utilisons le concept de champ, cependant nous ne supposons pas que chaque champ s'organise nécessairement autour d'une espèce de capital. Par ailleurs, le capital est considéré comme le correspondant décontextualisé d'une ressource, ce qui permet notamment de penser l'accumulation (d'un capital) et la conversion (entre capitaux). Les ressources – le capital en action – renvoient à un contexte et à une intentionnalité, elles permettent à un agent social de produire ou de reproduire des relations de pouvoir ou d'influence. De plus, les schèmes de pensée définissent les ressources utilisables dans un contexte social particulier. La dynamique des systèmes sociaux tient notamment au fait que les schèmes de pensée, multiples et contradictoires, sont utilisés de façon créative par les agents sociaux, alors que les schèmes de pensées qui ne permettent pas la mobilisation de ressources disparaissent. Pour un développement sur les concept de champs, de capital et schème de pensée, cf. respectivement Pierre Bourdieu, *Sociologie générale*, Vol. 1 : *Cours au Collège de France 1981-1983*, Paris, Seuil, 2015, p. 531 et suiv., et *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 209 et suiv. ; William H. Sewell Jr., « A Theory of Structure : Duality, Agency, and Transformation », *The American Journal of Sociology*, 98 (1), 1992, p. 1-29.

3. L'appartenance (ethnique ou religieuse) a les propriétés d'un capital collectif. En effet, les identités ne sont pas seulement des principes d'affiliation territoriale ou sociale, des catégories de description ethnographique ou de perception populaire, elles signalent aussi un rang dans l'accès à différentes ressources dans le cadre d'une compétition ou d'une collaboration inégalitaire entre les groupes. Cf. Gilles Dorronsoro, Olivier Grojean (dir.), *Identités et politique. De la différenciation culturelle au conflit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

4. Bernard Lahire, *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012, p. 63.

5. Gilles Dorronsoro, Benjamin Gourisse, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-partis », *Politix*, 107, 2015, p. 195-218.

6. Souhail Belhadj, *La Syrie de Bashar al-Assad. Anatomie d'un système autoritaire*, Paris, Belin, 2013.

7. Luis Martinez, *The Libyan Paradox*, New York, Columbia Press, 2007.

En conclusion, une guerre civile sera définie comme la coexistence sur un même territoire national de différents ordres sociaux entretenant une relation violente. Un ordre social suppose, avec un degré d'institutionnalisation variable, trois choses : une économie de la violence, une économie des différentes espèces de capitaux et un état des relations inter-champs. Le territoire national voit donc la coexistence de hiérarchies identitaires, de systèmes juridiques et de régimes de propriété économique concurrents. Les ordres sociaux rivaux sont immédiatement visibles quand les mouvements armés sont territorialisés, mais d'autres modalités – comme une division jour/nuit du contrôle de la population – peuvent également exister¹.

Les linéaments d'un programme de recherche

En réaction contre ce qui apparaît comme le réductionnisme du paradigme dominant, définir la guerre civile comme coexistence violente d'ordres sociaux oriente vers trois questions qui constituent les fondements d'un possible programme de recherche : les variations de la valeur relative des capitaux, l'émergence de systèmes institutionnels concurrents produisant des ordres sociaux alternatifs, les transformations des dispositions, des compétences et des processus de décision dans des contextes et des situations marqués par l'incertitude et la violence.

Une nouvelle économie des capitaux

L'existence de différents ordres sociaux sur un territoire national signifie la constitution de plusieurs économies des capitaux. La guerre civile affecte ainsi les structures sociales de trois façons : l'apparition de nouveaux capitaux, une variation souvent brutale de la valeur des capitaux existants et, enfin, de nouveaux circuits de conversion des capitaux. Premièrement, le retrait de l'État entraîne la (re)formation de certains capitaux, notamment le développement du capital militaire privé, permis par la conversion de compétences ou de capitaux préexistants. La formation de capital militaire transforme la valeur et la conversion de l'ensemble des capitaux, notamment les modes d'accumulation économique et les régimes identitaires.

Deuxièmement, le capital économique, le capital social et le capital identitaire sont particulièrement affectés dans les guerres civiles. Dans ces trois cas, le retrait de l'État indique *a contrario* son rôle dans ce qui est habituellement renvoyé au fonctionnement social spontané. D'abord, les combats modifient la valeur du capital économique, en particulier du fait des fluctuations de la monnaie et des prix de l'immobilier. Ensuite, le contrôle du territoire par un acteur armé se traduit par une variation du capital social, par exemple en raison de la transformation des rapports de genre ou de la performativité de liens segmentaires (familles, clans, tribus). De manière générale, le capital social des individus fluctue brutalement dans deux directions opposées. D'une part, la majorité voit son capital social diminuer et, partant, sa capacité à agir. D'autre part, les militants, insérés dans des réseaux très mobilisés,

1. Ainsi, les situations locales de contre-hégémonie, où s'affirme un ordre local en rupture avec l'ordre national, ou les situations coloniales présentent des caractéristiques similaires. Cf. Gilles Dorronsoro, Nicole Watts, « The Collective Production of Challenge : Civil Society, Parties, and pro-Kurdish Politics in Diyarbakir », dans Élise Massicard, Nicole Watts (eds), *Negotiating Political Power in Turkey. Breaking Up the Party*, Abingdon, Routledge, 2013 ; Emmanuel Terray, « Le climatiseur et la véranda », dans Alfred Adler (dir.), *Afrique plurielle, Afrique actuelle. Hommage à Georges Balandier*, Paris, Karthala, 1986, p. 37-44.

augmentent leur capital social¹. Enfin, le capital identitaire est affecté par une dénaturalisation brutale des hiérarchies entre groupes. Être Tadjik en Afghanistan, Hutu à l'est de la République démocratique du Congo, ou Zaghawa au Soudan n'a pas les mêmes implications avant et après le déclenchement de la guerre civile et selon les régions du pays.

Troisièmement, le retrait de l'État modifie les circuits de conversion des capitaux. D'une part, les barrières étatiques de diverses natures (économique, légale) qui interdisent ou rendent coûteux le passage d'un champ à l'autre tendent à disparaître, facilitant la conversion des capitaux. Par exemple, en Afghanistan à partir des années 1980, le capital religieux se convertit dans le champ politique, notamment la direction des partis politiques². De plus, le capital social apparaît central dans l'accumulation économique et militaire dans nombre de cas (Afghanistan, Syrie, Libye). On peut donc faire l'hypothèse de la convertibilité plus grande du capital social en capital économique ou militaire dans les situations de guerre civile. Par ailleurs, la division du territoire national entraîne l'émergence de frontières internes, ce qui pose la question de la valeur différente des capitaux entre ces régions. Au niveau économique, si les barrières internes deviennent souvent plus contraignantes que les frontières internationales, des circuits entre territoires peuvent se développer autour de certaines ressources (nourriture, pétrole, gaz, drogue, etc.). D'autre part, l'existence de régimes identitaires différents oriente les circuits de migration, par exemple pour les Hazaras en Afghanistan³.

Des réseaux d'institutions en compétition

Le contrôle d'une population par des groupes armés ouvre un espace à la formation de nouvelles institutions de gouvernement⁴. La perspective dominante traite de ces institutions (*rebel governance*) essentiellement dans la perspective du contrôle de la population et de la fourniture de services publiques pour obtenir son soutien⁵. Nous déplaçons le regard vers la formation de champs – plus qu'une histoire individuelle des institutions – et la production de la société, notamment à travers le droit.

Premièrement, la reconstruction de secteurs d'activité – la santé, l'éducation, la justice, le religieux, l'économie, la sécurité – se heurte à trois contraintes : l'objectivation, la faiblesse des ressources et la concurrence. D'abord, l'objectivation de nouvelles institutions passe par le recrutement d'un personnel spécialisé et l'instauration de procédures réglées, souvent reprises des institutions étatiques (formulaire, cartes, uniformes, documents d'identité). On l'observe chez des groupes armés aussi différents que les Taliban, le PKK, le Rassemblement congolais pour la Démocratie-Goma et le LTTE. Les tribunaux peuvent s'appuyer sur des

1. Adam Baczkowski, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, « Le capital social révolutionnaire : l'exemple de la Syrie en 2011 et 2014 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 211-212 (1), 2016, p. 24-35.

2. Gilles Dorronsoro, « Dynamiques entre champs religieux et politique : le cas de l'Afghanistan », *Puruṣārtha*, 30, 2012, p. 363-376.

3. Alessandro Monsutti, *Guerres et migrations. Réseaux sociaux et stratégies économiques des Hazaras d'Afghanistan*, Neuchâtel, Éditions de l'Institut d'ethnologie, 2004.

4. Nous faisons l'hypothèse que, sous certaines conditions, notamment la division du territoire national, le régime est fortement affecté par des logiques de désinstitutionnalisation et tend à s'aligner dans ses pratiques sur les mouvements armés.

5. Zachariah Mampilly, *Rebel Rulers. Insurgent Governance and Civilian Life During War*, Ithaca, Cornell University Press, 2011. Ana Arjona, Zachariah Mampilly, Nelson Kasfir, *Rebel Governance in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 ; pour une autre perspective, voir Koen Vlassentroot, Ken Menkhaus, Timothy Raymaekers, « State and Non-State Regulation in African Protracted Crises : Governance Without Government », *Afrika Focus*, 21 (2), 2008, p. 7-21.

institutions préexistantes, notamment religieuses pour les mouvements islamistes, ou des formes de notabilité. Ensuite, la faiblesse des ressources généralement disponibles crée les conditions d'une dépendance par rapport à l'extérieur (diaspora, pays étrangers, réseaux transnationaux). De plus, la mise en place de nouvelles institutions est compliquée par la présence d'institutions concurrentes (liées à d'autres groupes armés), ce qui altère le fonctionnement normalement monopolistique de secteurs comme la monnaie, la sécurité et le droit. Des monopoles locaux peuvent se constituer mais, sauf territorialisation achevée, des situations complexes apparaissent, obligeant à des formes de coopération (formelle ou non) et d'accommodement, par exemple la gestion de certains biens indivisibles comme l'électricité et l'eau, ou la reconnaissance des documents juridiques entre systèmes judiciaires pourtant concurrents. Enfin, au-delà d'une institution ou même d'un secteur particulier, certains mouvements parviennent à reformer des champs différenciés. Ce réseau d'institutions se consolide par des reconnaissances croisées entre secteurs qui favorisent leur objectivation et, peut-être, leur légitimité. La justice apparaît ici comme un élément déterminant, du fait de ses effets structurels sur les autres champs. En effet, des systèmes judiciaires relativement sophistiqués et indépendants affectent l'ensemble de l'administration et des activités du territoire contrôlé par le mouvement armé. Par exemple, les tribunaux Taliban – parce qu'ils bénéficient d'une autonomie fonctionnelle et ont, en partie, réussi leur entreprise d'objectivation – légitiment l'administration et l'organisation militaire qui, en retour, leur donnent les moyens de fonctionner¹.

Deuxièmement, les institutions diffusent des modes de gouvernement et participent ainsi à produire la société. D'abord, les administrations des mouvements armés redéfinissent les rapports sociaux, notamment à travers le droit. Par exemple, en traitant les conflits fonciers et matrimoniaux, les tribunaux affectent la propriété et les rapports de genre². Plus généralement, les institutions transforment les hiérarchies sociales dans les classifications qu'elles utilisent au cours de leurs activités quotidiennes. Qui est traité en priorité dans un hôpital, les enfants ou les personnes âgées, les combattants ou les civils, les hommes ou les femmes ? Ensuite, les guerres civiles sont généralement des moments où s'installent de nouvelles formes de gouvernance. En effet, du fait de leur manque de ressources, les groupes armés accueillent des organisations extérieures (ou quelquefois locales, mais organisées sur les mêmes principes). Certains groupes armés autorisent, voire facilitent l'implantation d'organisations non gouvernementales et d'organisations internationales qui prennent en charge des pans entiers du gouvernement des populations (le Soudan People's Liberation Movement, les commandants afghans dans les années 1980). D'autres mouvements comme le PKK ou le LTTE mobilisent leurs réseaux de sympathisants à l'étranger pour collecter des ressources et établir des organisations non gouvernementales qui agissent à l'interface entre le mouvement armé, la population et les acteurs internationaux³. Même les mouvements qui apparaissent *a priori* fermés restent en contact avec des réseaux transnationaux, les *madrassas* pour les Taliban, diverses organisations de prédication salafistes pour l'État islamique. Les politiques de ces organisations peuvent avoir des effets importants, par exemple la disposition physique des camps de réfugiés induits des changements dans les rapports de genre, des transformations

1. Adam Baczko, « Juger en situation de guerre civile : les tribunaux Taleban en Afghanistan (2001-2013) », *Politix*, 104, 2013, p. 25-46.

2. Adam Baczko, « Legal Rule and Tribal Politics : The US Army and the Taliban in Afghanistan (2001-2013) », *Development and Change*, 47 (6), 2016, p. 1412-1433.

3. Olivier Grojean, *La révolution kurde. Enquête sur une utopie en actes*, Paris, La Découverte, 2017 ; Øivind Flugerud, *Life on the Outside. Tamil Diaspora and Long Distance Nationalism*, Londres, Pluto Press, 1999.

dans les modes d'autorité et de notabilité. De plus, le fonctionnement décentralisé et la concurrence entre ces acteurs débordent les tentatives de domination des mouvements armés, d'où des tensions récurrentes. Ces dynamiques expliquent en partie que le gouvernement des mouvements armés est parfois en rupture avec l'histoire locale.

Dispositions, compétences et décisions

Au modèle de l'individu isolé des néopositivistes, on oppose un agent situé socialement (genre, classe, dispositions à agir, *hexis* corporelle) et inséré dans des échanges quotidiens. Nous envisageons trois questions analytiquement distinctes : la socialisation, le contexte politique et la situation d'interaction¹. L'agent calcule les risques et les probabilités de succès ; cette aptitude stratégique dépend de sa socialisation, des ressources disponibles (information, temps, argent) qui lui permettent une lecture du contexte et, plus immédiatement, de la situation d'interaction. Il délibère, c'est-à-dire qu'il prend ses décisions à l'issue d'échanges où il forme ses jugements. De plus, il arbitre entre différentes fins qui peuvent être collectives ou individuelles, altruistes ou égoïstes, ce qui implique éthique et valeurs. Ainsi, contrairement à une vision statique des individus et de leurs préférences, les agents sont transformés dans leurs dispositions à agir, acquièrent de nouvelles compétences et leurs prises de décision sont affectées par le contexte².

Premièrement, l'intensité émotionnelle des engagements, la multiplication d'expériences traumatiques et la participation à des institutions totales modifient les dispositions initiales d'une partie des agents³. D'abord, l'exercice de la violence, subie mais aussi commise et observée, a un effet de transformation de l'économie psychique⁴, de même que le passage par des institutions totales comme les mouvements armés (PKK, LTTE, FARC, État islamique), la prison ou, dans une moindre mesure, un camp de réfugiés⁵. Ensuite, la dénaturalisation des catégories les plus quotidiennes (groupes religieux ou ethnique, genre, etc.) amène les individus à repenser leur identité. Ces transformations se traduisent par des ruptures biographiques difficilement prévisibles aux vues des positions sociales des acteurs avant la guerre.

Cependant, tous les individus ne connaissent pas des transformations aussi radicales de leurs dispositions à agir. Celles-ci survivent à l'institution qui les a produites par la reconnaissance sociale et la socialisation qui perdurent. Par exemple, certains juges ou militaires donnent à voir les signes de leur socialisation professionnelle (*hexis* corporelle, style des prises de parole, vocabulaire, etc.). Le cas des médecins ou des religieux est probablement le plus frappant

1. Suivant la distinction entre ces deux termes proposée par Bernard Lahire, une « disposition » est une « inclination ou une appétence intériorisée au fil de la trajectoire de l'individu, via les différents sites et étapes de sa socialisation », tandis que la « compétence » désigne des « savoirs et savoir-faire bien circonscrits, liés à une circonstance ou à une pratique bien spécifique ». Cf. Bernard Lahire, *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, 2002, p. 415.

2. Sur la distinction entre « contexte » et « situation », cf. Michel Naepels, « Note sur la justification dans la relation ethnographique », *Genèses*, 64 (3), 2006, p. 110-123, dont p. 110.

3. Erving Goffman, *Asylums. Essays on the Social Situation of Mental Patients and Other Inmates*, Garden City, Anchor Books, 1961, p. 1-125.

4. Au-delà du contexte de guerre civile, on trouve ici un parallèle avec les effets de la torture : cf. Gilles Dorransoro, « La torture discrète : capital social, radicalisation et désengagement militant dans un régime sécuritaire », *European Journal of Turkish Studies*, 8, 2008, <<http://ejts.revues.org/2223>>.

5. Sur le rôle des mouvements armés, cf. Olivier Grojean, « La production de l'Homme nouveau au sein du PKK », *European Journal of Turkish Studies*, 8, 2008, <<http://ejts.revues.org/4925>> ; Laurent Gayer, « Faire l'amour et la guerre : le problème des "relations physiques" au sein de la People's Liberation Army (PLA) du Népal », *Politix*, 107, 2014, p. 85-115. Pour les camps de réfugiés, cf. Sverker Finnström, *Living with Bad Surroundings. War, History and Everyday Moment in Northern Uganda*, Durham, Duke University Press, 2008.

en ce que la reconnaissance sociale de leur compétence perdue après l'effondrement du secteur de la santé et du champ religieux. De plus, certains individus, peu engagés idéologiquement ou moins exposés à la violence, maintiennent pour l'essentiel leurs dispositions à agir, ce qui attire notre attention sur les expériences très contrastées selon les régions et les périodes. Il n'est pas sûr que les habitants de Kaboul avant et après 1992 ou ceux de Lattaquié et d'Alep en Syrie aient vécu la même guerre. Cependant, les guerres civiles produisent des interactions radicalement nouvelles dans lesquelles les dispositions à agir ne permettent pas une adaptation « transparente » aux situations. Ainsi, ce désajustement est une forme immédiate et brutale d'hystérésis des *habitus*. Ce concept renvoie habituellement à des évolutions socio-économiques (du type exode rural), qu'on retrouve également dans les guerres civiles qui sont aussi des moments de migrations et d'urbanisation accélérées¹.

Deuxièmement, la guerre amène, et parfois oblige, à acquérir des compétences différenciées en fonction des positions souvent changeantes des agents : techniques du corps², maîtrise d'objets et d'outils, maîtrise des codes sociaux, interprétations des situations. Cela est évident dans le cas des combattants (connaissance, maniement et entretien des armes, compétences tactiques, discipline corporelle)³ mais influe en réalité sur toute la société. En effet, les restrictions affectent par exemple la façon de cuisiner, les combats obligent à apprendre à se dissimuler pour circuler ou se protéger, à interpréter les sons et les odeurs, la présence de blessés amène l'acquisition de techniques simples (éventuellement au sein d'une structure de soin), le militantisme conduit à la maîtrise de certains outils de communication et d'administration. Le réinvestissement des compétences antérieures a souvent été noté, par exemple les contrebandiers, les bandes urbaines, les sociétés secrètes ou encore les anciens militaires. Plus largement, les capacités d'organisation, hors ou contre les institutions établies, sont régulièrement mobilisées dans les situations de crise.

Enfin, les décisions sont des processus sociaux qui sont affectés par les situations de crise. Ces processus peuvent être abordés à travers trois dimensions – calcul, investissement affectif et délibération collective – toutes affectées par l'entrée en guerre civile⁴. Il faut ici souligner que les situations peuvent varier significativement entre des phases inorganisées et unanimes et des conflits entre groupes armés territorialisés appuyés sur un réseau d'institutions. Les pistes que nous suggérons ne s'appliquent à l'évidence pas à toutes les situations, nous visons d'abord à caractériser les situations non routinières où les institutions sont affaiblies. D'abord, l'incertitude est généralement accrue, car les institutions ne sont plus capables de jouer leur rôle de réducteur d'incertitude. Or, les routines sont une dimension importante du quotidien : la plupart des actions sont en effet des conduites non stratégiques⁵. De plus, les situations de crise amènent une dénaturalisation du monde social et un désajustement entre « structures incorporés » et situations d'interaction, peu favorables à une « régression à l'*habitus* »⁶. En

1. P. Bourdieu, *Le sens pratique*, op. cit., p. 104.

2. Cf. en ce sens le travail classique de Marcel Mauss, « Les techniques du corps », *Journal de psychologie*, 32 (3-4), 1936, p. 271-293.

3. Cf. Stéphane Audoin-Rouzeau, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Seuil, 2008.

4. Henrik Vigh, *Navigating Terrains of War. Youth and Soldiering in Guinea-Bissau*, New York, Berghahn Books, 2006.

5. Peter Berger, Thomas Luckmann, *The Social Construction of Reality. A Treatise in the Sociology of Knowledge*, Garden City, Anchor Books, 1966.

6. Sur le désajustement des *habitus* dans les crises, cf. Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984, p. 236-237 ; pour l'hypothèse de la régression à l'*habitus*, cf. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 257-283.

conséquence, les agents sont pris dans une hyperactivité calculatrice, car les risques s'accroissent et les routines institutionnelles s'affaiblissent ou disparaissent. Les acteurs sont obligés d'anticiper les conséquences de leurs actions et de s'informer¹. L'action la plus quotidienne – envoyer ses enfants à l'école, se rendre au marché, se quereller avec un voisin – peut avoir de lourdes conséquences. Par exemple, comment choisir la juridiction auprès de laquelle faire appel pour déposer une plainte ? Ensuite, l'investissement affectif est particulièrement intense : les agents peuvent adhérer à une cause et les enjeux sont essentiels (sécurité personnelle ou familiale). Enfin, les décisions individuelles ont généralement une dimension collective plus marquée que dans les situations routinières. Les dynamiques de groupes deviennent centrales dans l'échange d'informations, la détermination des risques et des bénéfices et la définition du sens des événements. Par ailleurs, les guerres civiles, dans certaines phases, peuvent voir la reconstitution de routines et de prévisibilité. En effet, les agents décident parfois de s'en remettre à une institution (mouvement armé, camp de réfugiés) et la formation d'institutions ou la stabilisation des fronts peuvent également réduire l'incertitude².

— Adam Baczko et Gilles Dorronsoro —

Doctorant en sciences sociales à l'EHESS, **Adam Baczko** est *Junior Research Fellow* à l'ERC « Social Dynamics of Civil Wars » à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne. Il a publié (avec Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay) *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS Éditions, 2016. Ses recherches portent sur l'exercice de la justice par les mouvements armés, notamment en Afghanistan (CESPRA, EHESS, 105 boulevard Raspail, 75006 Paris, <adam.baczko@gmail.com>).

Gilles Dorronsoro est professeur de science politique à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, membre sénior de l'Institut universitaire de France et *Principal Investigator* de l'ERC « Social Dynamics of Civil Wars ». Il est notamment l'auteur de *Revolution Unending. Afghanistan, 1979 to the Present*, New York, Columbia University Press, 2005 (Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, 14 rue Cujas, 75231 Paris cedex 05 <gilles.dorronsoro@gmail.com>).

1. Linda Green, *Fear as a Way of Life. Mayan Widow in Rural Guatemala*, New York, Columbia University Press, 1999.

2. Ce texte doit beaucoup à ses nombreux relecteurs et discutants. Une version initiale a été relue par Vinh Kim Nguyen et Shalini Randeria, et présentée lors du séminaire « Order, Conflict and Violence » à Yale University, animé par Stathis Kalyvas. Nous sommes également reconnaissants à Klaus Schlichte, Anastasia Shesterinina et Dennis Rodgers pour leurs remarques constructives. Par ailleurs, le texte a bénéficié des discussions au sein du séminaire de l'ERC « Social Dynamics of Civil Wars », avec notamment Yohanan Benhaïm, Adèle Blazquez, Denia Chébli, Lola Guyot, Romain Le Cour Grandmaison, Victor Louzon, Claude Mbowou, Cléa Pineau, Camille Popineau, Candice Raymond, Emmanuelle Veuillet. Les autres publications de l'ERC « Social Dynamics of Civil Wars » sont disponibles sur <<http://www.civilwars.eu/>>. Ce projet a été financé par le European Research Council (ERC) dans le cadre du programme recherche et innovation de l'Union européenne Horizon 2020 (financement n° 669690).